

Αυτοκρατορία

Grèce-Europe

Le grand malentendu

A l'heure où la sortie de l'euro n'est plus un tabou, retour sur deux siècles d'histoire tourmentée d'un pays peut-être moins « européen » qu'il n'y paraît

JÉRÔME GAUTHERET
ET BENOÎT VITKINE

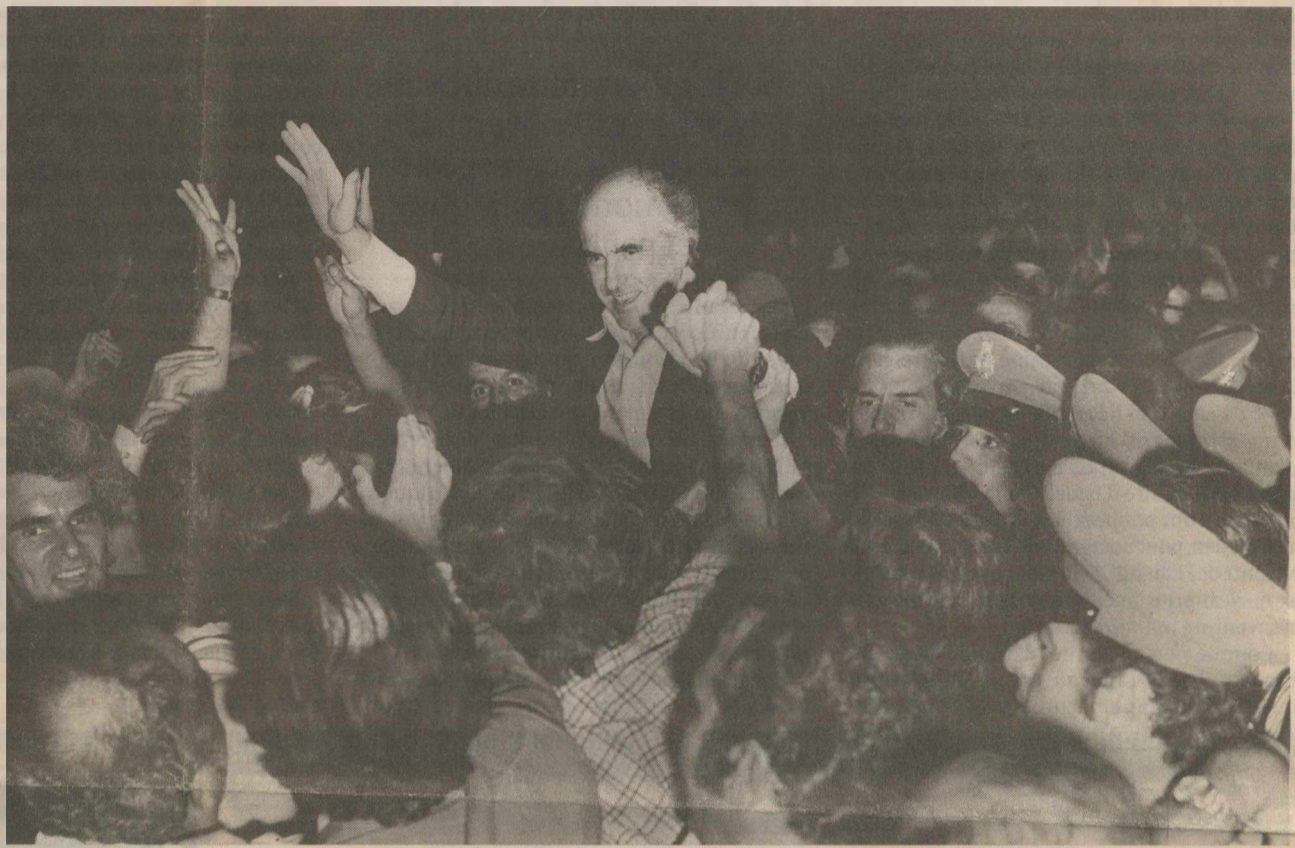
Tout commence par une boutade de Valéry Giscard d'Estaing : « On ne ferme pas la porte à Platon ! » Persuadé qu'il faut accueillir la Grèce dans le concert européen, au milieu des années 1970, le président français renvoie ainsi les sceptiques à leurs doutes. Comme si la continuité historique entre la Grèce de Périclès et celle d'Onassis était évidente. Le grand helléniste Jacques Lacarrière, mort en 2005, se plaisait à raconter qu'il s'était fâché avec nombre de ses amis grecs pour avoir osé la remettre en question...

Evoquer l'histoire de la Grèce, patrie d'Euripide et de Phidias, lieu de naissance de la démocratie et des Jeux olympiques, c'est cheminer sans cesse parmi les symboles et les mythes. Depuis deux ans qu'est apparue au grand jour l'ampleur de la crise grecque, ils ont tous été convoqués : le tonneau des Danaïdes, le mythe de Sisyphe, les travaux d'Hercule, l'épée de Damoclès... autant de lieux communs universels, venus de l'Antiquité grecque, mobilisés pour décrire une situation finalement assez prosaïque : celle d'un petit Etat faible

et désorganisé. Et peut-être moins « européen » qu'il n'y paraît. Pourtant, quand l'Etat grec apparaît sur la scène internationale, au début du XIX^e siècle, le souvenir des anciens est déjà loin. L'Etat que l'Angleterre, la Russie et la France portent sur les fonts baptismaux en 1829 ne ressemble en rien à l'Empire byzantin ressuscité dont rêvent les nationalistes grecs. C'est un pays minuscule, essentiellement rural, à peine plus étendu que le Péloponnèse, l'Attique et un chapelet d'îles. Il n'abrite qu'un petit tiers de la population nationale.

Athènes est choisie comme capitale, pour des raisons avant tout symboliques : la ville n'est qu'une bourgade de moins de 5 000 habitants. Les insurgés grecs rêvaient de reconquérir Constantinople, la ville par excellence, pour ressusciter une culture millénaire et régner de nouveau sur la Méditerranée orientale : ils se retrouvent à la tête d'un pays arriéré, où tout est à construire. Ils rêvaient d'Alexandre mais n'accueillent qu'un roitelet, Otto de Bavière, que les trois puissances étrangères mettent à la tête du pays.

La Grèce s'engage alors dans une politique de grands travaux et d'expéditions militaires plus ou moins hasardeuses, qui provoqueront une première faillite de l'Etat, en 1893. Et si son territoire s'agrandit



Le 19 août 1974, retour d'exil d'Andreas Papandréou, après la chute des colonels. KEYSTONE FRANCE/GAMMA

peu à peu, au rythme de l'effondrement de l'Empire ottoman, le royaume ne se modernise pas pour autant. Il conserve un système politique vicié par le clientélisme et très dépendant de ses protecteurs occidentaux. Pour comble, au moment où la réalisation de la « grande idée » (la reconquête de l'Empire byzantin) apparaît plus proche que jamais, l'expansion grecque subit un coup d'arrêt définitif.

Dépecée au traité de Sèvres (1920), la Tur-

quie de Mustapha Kemal Atatürk reconquiert une partie de ses territoires perdus, notamment la Thrace, et met en déroute l'armée grecque en 1922. Les massacres sont terribles, à Smyrne et dans toute l'Asie mineure. Plus d'un million de Grecs, chassés de terres qu'ils occupaient depuis la plus haute Antiquité, sont contraints de s'entasser dans les faubourgs des villes grecques, tandis que 500 000 Turcs font le chemin inverse. L'hellénisme asiatique a

vécu, le futur de la Grèce s'écrit en Europe.

Il commence avec la seconde guerre mondiale : alors que le pays vit depuis 1936 sous la dictature d'un général monarchiste, Yoannis Metaxas, Mussolini lance une offensive contre la Grèce, dans laquelle il entraîne son allié allemand. L'armée grecque capitule le 23 avril 1941, mais elle aura fait perdre quelques semaines à la Wehrmacht, bloquée ainsi par l'hiver aux portes de Moscou. Nouveau legs de la Grèce à l'histoire, dira-t-on plus tard à Athènes !

Pendant trois ans, le pays est soumis à une occupation très dure, accompagnée de famines. Bientôt, une puissante résistance intérieure se met en place. Quand Athènes célèbre sa liberté retrouvée, le 12 octobre 1944, la Grèce peut se targuer de s'être libérée toute seule. Mais à quel prix ! Environ 8% de la population a trouvé la mort. Et la liesse n'est que de courte durée. Les deux principales forces issues de la Résistance, l'une d'obédience communiste, l'autre représentant les cercles militaires d'avant-guerre, s'affrontent. Privée du soutien de l'Union soviétique, la guérilla communiste s'incline en 1949 et la Grèce s'ancre dans le camp occidental.

Le pays sort de cette guerre civile exsangue et profondément divisé. Pourtant, le plan Marshall et la reconstruction lui offrent bientôt plusieurs décennies d'expansion économique. Membre de l'OTAN depuis 1952, la Grèce vit dans l'orbite de Washington. Sa souveraineté, à bien des égards, n'est que formelle. De nombreux « conseillers » américains orientent l'action des responsables politiques, et la vie démocratique, dominée par les familles Caramanlis et Papandréou, reste chaotique et violente. En témoignage l'assassinat du député socialiste Georges Lambrakis en 1963, qui inspire à Costa-Gavras son film Z, tiré du roman de Vassilis Vassilikos.

C'est dans ce contexte d'inertie des pouvoirs et de discrédit de la monarchie que, le 21 avril 1967, des officiers emmenés par le colonel Yeoryos Papadopoulos renversent le gouvernement et abolissent la Constitution. Pendant un peu plus de six ans, les colonels gouvernent le pays. Le roi est contraint à l'exil, les libertés publiques suspendues. Traité en pestiféré par l'Europe, le régime perd vite toute légitimité aux yeux de l'opinion. Pour tenter de la reconquérir, il se lance dans un coup d'Etat à Chypre, qui provoque une intervention militaire tur-

Valéry Giscard d'Estaing : « La décision de faire participer la Grèce à la monnaie unique était une grave erreur »

Entretien

Fervent partisan de l'entrée de la Grèce dans la Communauté économique européenne (CEE), Valéry Giscard d'Estaing a été un acteur décisif de cette intégration, alors qu'il était président de la République. Pour lui, la sortie de l'euro ne signifie pas la sortie de l'Union.

Dans quel contexte en êtes-vous venu à soutenir l'intégration de la Grèce à la CEE ?

J'ai connu la Grèce avant le début de la dictature des colonels, alors que j'étais ministre des finances. A cette époque, ce pays donnait une image de décadence et de désorganisation. C'est ce désordre au plus haut niveau de l'Etat qui a entraîné l'installation de la dictature des colonels.

Pendant cette période, durant laquelle les relations entre Paris et Athènes étaient totalement interrompues, j'ai fait la connaissance de l'ancien premier ministre, Constantin Caramanlis, qui était exilé à Paris, où il rassemblait autour de lui de nombreux compatriotes. Peu de temps après mon élection, les colonels ont été chassés du pouvoir, en raison de leur initiative maladroite sur la question de Chypre, et Constantin Caramanlis a été rappelé pour diriger un gouvernement d'union nationale. J'ai fait mettre un avion à sa disposition, et c'est ainsi qu'il a regagné son pays dans un Falcon de la présidence française. Naturellement, l'image a marqué les esprits.

Dans les années qui ont suivi, nous avons en premier lieu conclu avec Athènes une alliance militaire. Puis s'est posée la question de l'entrée dans la CEE. Il y avait de nombreuses réticences chez nos partenaires : le pays était désorganisé, sa démocratie n'était pas encore solidement établie, il n'avait aucune frontière commune avec un Etat membre. J'ai emporté la décision en soulignant qu'il fallait le faire pour fortifier la démocratie. Et comme j'occupais, à ce moment-là, la présidence tournante de la CEE, j'ai signé l'acte d'entrée de la Grèce dans la Communauté, à Athènes, le 28 mai 1979.

La logique de cette décision était uniquement politique : il fallait conforter la Grèce au sortir de la dictature. Mais elle avait aussi une portée symbolique. J'ai été éduqué, comme ceux de ma génération, dans l'idée que la démocratie, la politique, tout cela venait de ce pays. Pour nous, la Grèce était synonyme de culture. Dès lors, l'idée qu'elle soit laissée à la porte de l'Europe était insupportable.

Pour autant, fallait-il que la Grèce entre dans l'euro, vingt ans plus tard ?

La décision de faire participer la Grèce à la monnaie unique était une grave erreur. A Athènes, les gouvernements successifs, depuis 1982, ont eu une gestion démagogique, laissant la dépense publique augmenter beaucoup plus vite que la croissance, pour des raisons purement électoralistes. Même si le pays avait signé le traité de Maastricht, il était évident que

l'économie grecque n'était pas prête à entrer dans la monnaie unique. Mais le lobbying des dirigeants politiques français de l'époque [Jacques Chirac et Lionel Jospin] a été efficace...

Comment jugez-vous l'action des pays de la zone euro dans la crise grecque ?

On a perdu beaucoup de temps inutilement dans les premiers mois. Il était évident, dès le début, que le pays ne pourrait pas rembourser ses dettes, d'autant plus qu'étant entré dans l'euro, il n'avait plus le pouvoir de dévaluer. Or tout le monde voulait empêcher le défaut de paiement, en ayant recours à des analogies imparfaites avec la faillite de Lehman Brothers, une banque privée, ou avec celle de l'Argentine. C'était un tort de refuser une décade de la dette – si forte soit-elle –, tout comme il était illusoire de présenter l'aide à la Grèce comme un prêt, alors qu'il était certain qu'Athènes ne pourrait jamais le rembourser.

Aujourd'hui, les conditions imposées sont très dures : je doute fort que les Français les accepteraient pour eux-mêmes. Le pays surmontera-t-il la crise ? Les Grecs savent que c'est leur dernière chance : l'Europe, c'est-à-dire les principaux contributeurs qui sont l'Allemagne et la France, n'échafaudera pas une nouvelle tranche d'aide !

Faut-il envisager la sortie de l'euro ?

Reste en effet la solution de la sortie de l'euro, qui ne signifie pas du tout une sortie de l'Union, comme on le dit à tort à

Bruxelles. Retourner à la drachme, c'est faisable, même si c'est sans doute difficile à réaliser. Cette décision reviendrait à restituer le poids des responsabilités de la dette à la Grèce mais, en même temps, Athènes retrouverait le droit de dévaluer. La question mérite d'être posée, car la seule préoccupation qui vaille est : comment faire pour que la Grèce renoue avec la croissance ? Or les mesures mises en œuvre actuellement ne vont pas dans ce sens.

Que pensez-vous des rebondissements des dernières semaines ?

Je trouve qu'on a été assez injuste avec Georges Papandréou. Certes, il n'a pas pris au sérieux les avertissements lancés par le FMI dès 2008, mais il a tout de même mené une politique courageuse. De la même façon, je n'ai pas compris le tumulte provoqué par l'annonce d'un référendum sur le plan d'aide. Les banques, dans cette affaire, ont agi comme des lobbies. Les gouvernements avaient monté un plan, et ils ne voulaient pas que la solution leur échappe. Pourtant, si le référendum avait eu lieu, les Grecs auraient probablement voté « oui », et cela aurait tout changé, en privant de légitimité la contestation de la rue.

Au-delà, cette affaire témoigne du désordre des esprits : la Grèce ne représente que 1,3 millièmes de la population mondiale. Il n'y a aucune raison de faire de cette crise une affaire planétaire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR J. G.



Athènes, le 28 mai 1979. Le gouvernement grec après la signature du traité d'adhésion de la Grèce à la Communauté européenne. Valéry Giscard d'Estaing (au centre), a signé l'acte d'entrée du pays alors que la France occupait la présidence tournante de la CEE.

GEORGES BENDRIHEM/AFP



Manifestation à Athènes contre les mesures d'austérité, le 20 mai 2010. PASCAL ROSSIGNOL/REUTERS

que et la partition de l'île. Le désastre est total, et la dictature n'y survivra pas. Les colonels sont contraints d'accepter le retour au pouvoir de l'ancien premier ministre Constantin Caramanlis, exilé depuis plus de dix ans.

Avec le retour à la démocratie, la voie européenne s'ouvre à nouveau. Non sans mal. La RFA, en particulier, juge la Grèce trop arriérée pour rejoindre l'Europe des Neuf. De surcroît, le pays n'a aucune frontière terrestre avec le reste de la Communauté. Il faudra tout le poids politique de Valéry Giscard d'Estaing pour vaincre les réticences de ses partenaires. Le traité marquant l'entrée de la Grèce est signé, à Athènes, le 28 mai 1979. Et le 1^{er} janvier 1981, en dépit de son retard économique, le pays fait son entrée dans l'Europe.

Durant ces années marquées par la figure d'Andreas Papandréou, l'argent des subventions irrigue l'économie nationale. La part de l'aide européenne dans le budget grec explose, passant de 1,3% en 1981 à 8,5% en 1985. A partir de 1988, s'y ajoutent les

« paquets Delors », puis les « paquets Sarter », destinés à corriger les inégalités régionales au sein de l'Union. « C'est l'époque où l'on a vu apparaître dans tous les villages de Grèce des monuments aux morts en marbre, autant de signes que chaque localité pouvait profiter des fonds européens », explique Guy Burgel, professeur de géographie urbaine à Paris-X-Nanterre. L'argent de Bruxelles, s'il permet la construction d'un grand nombre d'infrastructures, contribue aussi au renforcement des clientélismes.

Sur le plan politique, ces années sont marquées par nombre d'avancées sociales : lois sur l'égalité des sexes, introduction du mariage civil, instauration d'un service national de santé... Insuffisant toutefois, selon Guy Burgel, pour modifier en profondeur les structures d'une société « qui continue à fonctionner en marge des institutions et considère l'Etat, au mieux, comme inefficace ».

La politique étrangère d'Athènes

demeure, elle aussi, dans un entre-deux. Membre de l'OTAN, le pays reste prisonnier des antagonismes séculaires qui marquent l'histoire des Balkans. L'opinion publique vivra très mal les bombardements de l'Alliance atlantique sur la Serbie, en 1999, considérés comme une agression contre le monde orthodoxe. Aujourd'hui encore, Athènes ne reconnaît pas le Kosovo. Et refuse à sa voisine du nord le nom de « Macédoine », dont elle considère qu'il appartient à son histoire.

Après l'élargissement, l'approfondissement. En dépit du retard économique de la Grèce, son entrée dans la zone euro est perçue dans les capitales européennes comme la suite logique de 1981. N'a-t-elle pas signé, en 1992, le traité de Maastricht, qui prévoit l'adoption de la monnaie unique ? « Personne n'imaginait que l'union monétaire se fasse sans les nouveaux Etats membres », rappelle Hans Eichel, ministre allemand des finances de 1999 à 2005. Or la Grèce ne remplissait aucun des critères de convergence prévus par le traité. Si le

Portugal et l'Espagne, entrés dans la Communauté européenne cinq ans après la Grèce, sont admis dans l'Eurogroupe dès 1999, comme la France ou l'Allemagne, Athènes est priée de patienter.

En 2001, la dette publique représente encore officiellement 107% du PIB. Bien loin des 60% autorisés. Pourtant, la Grèce est admise dans la zone euro. « La Commission et la Banque centrale européenne avaient donné des avis positifs », élude Hans Eichel. Didier Reynders, ministre belge des finances depuis 1999, reconnaît que

Le temps où les malheurs d'Athènes émouvaient Chateaubriand ou Lord Byron semble bien loin

l'entrée d'Athènes dans l'euro était « suffisamment importante politiquement pour que l'on s'affranchisse de deux ou trois critères ». Sans compter la portée symbolique de l'entrée de la plus vieille monnaie d'Europe, la drachme, dans l'euro.

« Lorsque l'Europe intègre massivement les pays de l'ancien bloc socialiste, poursuit Didier Reynders, cela répond aussi à une logique politique, à une responsabilité historique comparable à celle des pères fondateurs bâtissant l'Europe sur les ruines de la seconde guerre mondiale. » Et puis, entend-on lors des sommets bruxellois, un pays qui représente 2% à 3% du PIB de la zone ne peut pas créer de problèmes insurmontables...

« L'ambiance était à l'optimisme », confirme Thibault Mercier, économiste spécialiste de l'Europe du Sud. On ne s'inquiète donc pas de voir Athènes sur une pente glissante. D'autant que les bons chiffres de la croissance masquent les déséquilibres. Avec l'arrivée des capitaux européens, la Grèce s'est mise à vivre sur des illusions : pour les gouvernements successifs, celle d'un financement extérieur inépuisable ; pour les particuliers, celle de la consommation à crédit.

Le premier coup de semonce survient en 2004. Quelques semaines après le triomphe de la Grèce à l'Euro de football et le succès des Jeux d'Athènes, une curieuse pièce se joue entre Athènes et Bruxelles. Le ministre grec des finances, Georges Alogoskou-

fis, un professeur d'économie, vient de présenter au Parlement le résultat de l'audit demandé par les conservateurs. Les comptes publics du pays s'avèrent sans rapport avec les chiffres annoncés jusque-là : en 2001, le déficit n'était pas de 1,4% mais de 3,7% ; en 2004, il n'était pas de 1,2% mais de 5,3%... L'appareil statistique, les hypothèses de croissance, tout est faussé. « On a eu le sentiment de s'être fait avoir », se souvient un membre de la Banque centrale européenne (BCE). Quant à Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne, elle ne décolère pas : « Nous disions depuis longtemps que les chiffres étaient faux, mais les Etats membres nous ont empêché d'aller vérifier sur place. »

Tel Zeus métamorphosé en taureau pour enlever Europe – le mythe antique orne les pièces de 2 euros frappées par Athènes –, la Grèce a menti. La manipulation apparaîtra dans toute son ampleur en 2009, après la découverte d'une nouvelle tromperie comptable. L'affaire scandalise l'Europe. L'hebdomadaire allemand *Focus* titre « Un escroc dans la famille européenne », avec une Vénus de Milo qui adresse un doigt d'honneur à l'Europe. Les agences de notation dégradent la note du pays qui ne peut plus emprunter sur les marchés. C'est le début de la crise de l'euro.

L'intervention européenne et la quasi-mise sous tutelle du pays raniment la vieille méfiance vis-à-vis de l'Occident : les caricaturistes dépeignent la « troïka » – Fonds monétaire international, BCE, Commission – en une réincarnation de l'Allemagne nazie imposant ses diktats. La violence politique refait son apparition dans les manifestations. Du côté des Européens, le temps où les malheurs d'Athènes émouvaient Chateaubriand ou Lord Byron semble bien loin. L'heure est à la colère. Après l'annonce éphémère d'un référendum sur le plan de sauvetage conclu au petit matin du 27 octobre, le *Daily Telegraph* de Londres évoque une plaisanterie qui a cours dans les cercles financiers et au sein du gouvernement britannique : « Ce serait bien si une junte militaire prenait le pouvoir à Athènes, car on aurait une bonne raison de sortir la Grèce de l'UE... »

La sortie de l'euro, elle, n'est plus taboue. Evoquant cette hypothèse, le 3 novembre, le chef de file de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, concède : « Si tel était leur souhait (...), on ne pourrait pas faire le bonheur des Grecs malgré eux. » ■